

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°42-2023-046

PUBLIÉ LE 16 MARS 2023

# Sommaire

## **42\_CHU\_Centre hospitalier universitaire de Saint-Etienne /**

42-2023-03-06-00003 - Décision 2023-84 Délégation de signature astreintes de direction (2 pages) Page 3

42-2023-03-06-00004 - Décision 2023-85 Délégation DRH (4 pages) Page 6

## **42\_DDETS\_Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités /**

42-2023-02-25-00001 - Déclaration d'organisme de service à la personne enregistré sous le n° SAP893892612 LES SERVICES D'OCEANE (2 pages) Page 11

42-2023-02-27-00003 - Déclaration d'un organisme de service à la personne enregistré sous le n°SAP920048063 TONY SERVICES (2 pages) Page 14

42-2023-02-27-00002 - Déclaration de modification d'activités MOTTET Sylvain (1 page) Page 17

## **42\_DDT\_Direction Départementale des Territoires de la Loire /**

42-2023-03-15-00001 - AP- DT-23-0240 portant réglementation temporaire de la circulation routière sur la route nationale n°7 communes de mably, Roanne et Perreux. (2 pages) Page 19

## **42\_Préf\_Préfecture de la Loire / Publicateur Raa**

42-2023-03-15-00002 - Arrêté NBI DDETS 42 poste MTE 6ème et 7 ème tranches du protocole Durafour (2 pages) Page 22

## **42\_Préf\_Préfecture de la Loire / Sous-Préfecture de Montbrison**

42-2023-03-09-00005 - Arrêté n°034/2023 portant autorisation de la 33ème édition du rallye pays du Gier, du 13ème rallye véhicules historiques de compétition les 17 et 18 mars 2023 (8 pages) Page 25

42\_CHU\_Centre hospitalier universitaire de  
Saint-Etienne

42-2023-03-06-00003

Décision 2023-84 Délégation de signature  
astreintes de direction

**Délégation de signature  
du Directeur Général**

**DECISION SPECIFIQUE AUX  
ASTREINTES (« GARDES »)  
DIRECTION**

**Décision n°2023-84**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE LA DIRECTION COMMUNE ENTRE  
LE CHU DE SAINT-ETIENNE ET LE CENTRE HOSPITALIER DE ROANNE**

- **VU** le Code de la santé publique, notamment ses articles L.6143-7 et D.6143-33 à D.6143-5 ;
- **VU** la Convention de direction commune entre le CHU de Saint-Etienne, le Centre Hospitalier de Roanne et les EHPAD de Montagny, Coutouvre et Pays de Belmont ;
- **VU** le décret du 25 janvier 2021 de Monsieur le Président de la République nommant Monsieur Olivier BOSSARD, directeur d'hôpital, en qualité de Directeur Général au sein de la direction commune du CHU de Saint-Etienne et du Centre Hospitalier de Roanne ;
- **VU** l'arrêté de Madame la Directrice générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Michaël BATTESTI, directeur d'hôpital, en qualité de Directeur Général Adjoint au sein de la direction commune du CHU de Saint-Etienne et du Centre Hospitalier de Roanne ;
- **Considérant** l'organigramme commun de direction entre le CHU de Saint-Etienne et le Centre Hospitalier de Roanne ;

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 – OBJET**

**La présente décision précise les modalités de délégation de signature de Monsieur Olivier BOSSARD, Directeur Général du CHU de Saint-Etienne et du Centre Hospitalier de Roanne, concernant les astreintes (« gardes ») de Direction.**

Elle annule et remplace les délégataires des précédentes délégations, dont la décision n° 2023-49 du 16 janvier 2023.

**ARTICLE 2 – DELEGATAIRES**

Dans le cadre des astreintes de direction assurées par les personnels de direction du CHU de Saint-Etienne et les cadres habilités, délégation est donnée à chaque directeur et cadre figurant au tableau de garde, selon le planning établi par la direction générale, à l'effet de signer tout document (actes collectifs ou individuels, correspondances, dépôts de plainte, etc.) en vue d'assurer la continuité du fonctionnement de l'établissement et de répondre aux situations d'urgence ou de nécessité de soins.

Etant précisé que tous les personnels assurant les gardes de direction informent, sans délai, Monsieur Olivier BOSSARD, Directeur Général, en cas de survenue d'un événement exceptionnel ou de toute situation d'urgence qui le justifie. Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint sont joignables en permanence et peuvent être sollicités à tout moment au titre des gardes de direction.

Le registre des astreintes de direction est tenu à disposition auprès de la direction générale.

Le tableau ci-après liste les personnels de direction du CHU de Saint-Etienne et des cadres habilités à assurer des astreintes de direction :

<b>NOM</b>	<b>FONCTION</b>
BOSSARD Olivier	Directeur Général
BATTESTI Michaël	Directeur Général Adjoint
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ETIENNE</b>	
BREUER Conrad	Directeur Adjoint
CAILLAUX Clément	Directeur Adjoint
DELPUECH Anabelle	Directrice Adjointe
GIRAUDET Nathalie	Directrice des Soins
LE MEE Marie	Directrice Adjointe
MEYNIEL Nicolas	Directeur Adjoint
MONDIERE Sandrine	F.F. Directrice des soins
MUNOZ Olivia	Attachée d'Administration Hospitalière
ORLIAC Philippe	Directeur des Soins – Coordonnateur général des soins
PILOIX Bastien	Directeur Adjoint
ROCHEREAU BOSSARD Angèle	Directrice des Soins
SCALABRINO Stéphane	Directeur Adjoint
SICK Mélanie	Directrice Adjointe
<b>CENTRE HOSPITALIER DE ROANNE</b>	
AYACHE Nabil	Directeur Adjoint
DELAITRE Julie	Directrice Adjointe
GOUTEY Nathalie	Directrice des soins – Coordinatrice générale des soins
HUARD Xavier	Directeur Adjoint
KEUNEBROEK Julien	Directeur Adjoint
TOPCU Axel	Directeur Adjoint
BERNET Frédéric	Ingénieur hospitalier
PETIT Michel	Ingénieur hospitalier
SFILIGOÏ Anne-Laure	Directrice des soins

### **ARTICLE 3 – EFFET ET PUBLICITE**

La présente délégation de signature est applicable à compter du 6 mars 2023.

Elle sera notifiée à chaque délégataire et fera l'objet d'une transmission à chaque direction fonctionnelle du CHU de Saint-Etienne.

Elle sera portée à la connaissance du Conseil de surveillance et transmise à M. le comptable de l'établissement accompagnée du modèle de signature de l'ensemble des nouveaux délégataires.

Elle fera par ailleurs l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département de la Loire et sera consultable sur le site Internet du CHU de Saint-Etienne dans l'attente de cette publication. Elle sera également affichée sur le tableau idoine à l'entrée de la Direction Générale, à l'Hôpital Nord ainsi qu'à l'Hôpital Bellevue et au CH de Roanne.

Cet affichage est tracé dans le recueil institutionnel des délégations de signature.

Fait à Saint-Etienne, le 06 mars 2023

**Le Directeur Général,**

**Olivier BOSSARD**

42\_CHU\_Centre hospitalier universitaire de  
Saint-Etienne

42-2023-03-06-00004

Décision 2023-85 Délégation DRH

**Décision n°2023-85**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE LA DIRECTION COMMUNE ENTRE  
LE CHU DE SAINT-ETIENNE ET LE CENTRE HOSPITALIER DE ROANNE**

- **VU** le Code de la santé publique, notamment ses articles L.6143-7 et D.6143-33 à D.6143-5 ;
- **VU** la Convention de direction commune entre le CHU de Saint-Etienne, le Centre Hospitalier de Roanne et les EHPAD de Montagny, Coutouvre et Pays de Belmont ;
- **VU** le décret du 25 janvier 2021 de Monsieur le Président de la République nommant Monsieur Olivier BOSSARD, directeur d'hôpital, en qualité de Directeur Général au sein de la direction commune du CHU de Saint-Etienne et du Centre Hospitalier de Roanne ;
- **VU** l'arrêté de Madame la Directrice générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Michaël BATTESTI, directeur d'hôpital, Directeur Général Adjoint au sein de la direction commune du CHU de Saint-Etienne et du Centre Hospitalier de Roanne ;
- **VU** l'arrêté de Madame la Directrice générale du Centre National de Gestion portant nomination de Madame Anabelle DELPUECH, directrice d'hôpital, en qualité de directrice adjointe au sein de la direction commune ;
- **VU** l'arrêté de Madame la Directrice générale du Centre National de Gestion portant nomination de M. Nabil AYACHE, directeur d'hôpital, en qualité de Directeur adjoint au sein de la direction commune ;
- **VU** l'arrêté de Madame la Directrice générale du Centre National de Gestion portant nomination de M. Bastien PILOIX, directeur d'hôpital, en qualité de directeur adjoint au sein de la direction commune ;
- **Considérant** l'organigramme commun de direction entre le CHU de Saint-Etienne et le Centre Hospitalier de Roanne ;

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 – OBJET**

**La présente décision précise les modalités de délégation de signature de Monsieur Olivier BOSSARD, Directeur Général du CHU de Saint-Etienne et du CH de Roanne concernant la Direction des Ressources Humaines et des Relations Sociales (DRHRS).**

Elle annule et remplace les précédentes décisions.

S'agissant d'une délégation de signature, le Directeur Général peut évoquer toute affaire relevant des matières ci-dessous. Le délégataire peut également soumettre au Directeur Général tout dossier relevant de son domaine délégué, qui nécessiterait un examen spécifique ou justifierait d'un visa par ses soins.

En cas d'absence de **Madame Anabelle DELPUECH** et des autres délégataires désignés ci-dessous, les services de la Direction des Ressources Humaines et des Relations Sociales peuvent également toujours soumettre une décision urgente à la signature du Directeur Général ou du Directeur Général Adjoint.

**ARTICLE 2 – DELEGATAIRES**

**Madame Anabelle DELPUECH**, Directrice d'Hôpital, Directrice des Ressources Humaines et des Relations Sociales du CHU de Saint-Etienne et du CH de Roanne.

**Monsieur Nabil AYACHE**, Directeur d'hôpital, Directeur Adjoint des Ressources Humaines et des Relations Sociales, CH de Roanne.

**Monsieur Bastien PILOIX**, Directeur d'hôpital, Directeur Adjoint des Ressources Humaines et des Relations Sociales, CHU de Saint-Etienne.

### **ARTICLE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES RELATIONS SOCIALES (DRHRS)**

**Madame Anabelle DELPUECH reçoit une délégation permanente spécifique portant sur les décisions nominatives qui concernent le personnel non médical en matière de :**

- recrutement et fin de fonctions à l'exception des mesures relatives au recrutement ou à la fin de fonctions des cadres de direction ;
- gestion des carrières ;
- formation et développement professionnel continu ;
- mesures disciplinaires, à l'exception des décisions relatives à l'engagement des procédures disciplinaires concernant les cadres de direction et l'encadrement supérieur ;
- assignation du personnel nécessaire au maintien du service minimum.

**Madame Anabelle DELPUECH reçoit délégation permanente de signature portant sur les domaines suivants en matière de personnel non médical :**

- mesures portant engagement et liquidation des dépenses d'exploitation afférentes aux titres I et III ;
- suivi des dossiers de contentieux y compris les documents juridictionnels relatifs :
  - o au personnel non médical ;
  - o aux recours contre tiers concernant le personnel ;
  - o aux recours du personnel pour les dommages subis dans l'exercice de leur fonction.
- notes de service organisant les horaires, les positions et les rémunérations du personnel non médical ;
- bordereaux de mandats et mandats d'acomptes relatifs à la paye du personnel non médical ;
- la signature des tableaux des astreintes hormis l'astreinte de direction ;
- toutes correspondances, tous actes et documents administratifs en vue d'assurer la continuité et le fonctionnement de la DRHRS ;
- attestations individuelles et tous documents relatifs au Développement Professionnel Continu des personnels médicaux ;
- les correspondances courantes avec les organisations syndicales représentatives des deux établissements ;
- les conventions de formation.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Anabelle DELPUECH**, délégation de signature est donnée, par ordre d'exécution, à :

• **Pour le CHU de Saint-Etienne :**

- **Monsieur Bastien PILOIX, Directeur adjoint des ressources humaines**, à l'effet de signer les mêmes pièces.
- En cas d'absence simultanée de **Madame Anabelle DELPUECH**, de **Monsieur Bastien PILOIX**, par ordre d'exécution, à :
  - o **Madame Cathy SIEDLIK**, responsable administrative, à l'effet de signer les mêmes pièces ;
  - o **Madame Audrey TONSON**, responsable administrative, à l'effet de signer les mêmes pièces ;
  - o **Madame Florence GASPARIC**, responsable administrative, à l'effet de signer les mêmes pièces ;
  - o **Madame Nathalie MUELA**, responsable administrative, à l'effet de signer les mêmes pièces ;
  - o **Madame Odile CEBULSKI**, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les pièces relatives aux actions de formation et de Développement Professionnel Continu des personnels médicaux et non médicaux : les



convocations, les conventions de formation internes et externes, tous les documents ANFH, les engagements de servir souscrits dans le cadre des études promotionnelles et des congés de formation professionnelle, attestations individuelles ainsi que toutes les pièces relatives à l'accueil des stagiaires (non médicaux et paramédicaux).

- **Pour le CH de Roanne :**

- **Monsieur Nabil AYACHE, Directeur adjoint des ressources humaines**, à l'effet de signer les mêmes pièces hormis la signature des contrats à durée indéterminée, les notes de service, les actions de formation dont le montant est supérieur à 10 000€ HT.
- En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Nabil AYACHE**, par ordre d'exécution, à :
  - o **Monsieur Fabrice DESSEIGNE**, Attaché d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les mêmes pièces ;
  - o **Madame Chloé VULPAS**, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les mêmes pièces ;

### **ARTICLE 3 - MESURES RELATIVES AUX INSTITUTS DE FORMATION**

**Madame Anabelle DELPUECH reçoit délégation permanente de signature portant sur les domaines suivants :**

- les conventions de stage ;
- la nomination des régisseurs principaux et suppléants des régies de recettes des instituts de formation ;
- la validation des actes de régie ;
- les déclarations d'accident de travail pour le personnel et les étudiants ;
- les conventions avec des intervenants extérieurs ;
- les conventions avec des établissements pour lesquels les instituts de formation réalisent des vacations ;
- les états de paie des intervenants extérieurs ;
- les actes pédagogiques et de gestion des dossiers de scolarité : dossiers scolaires, certificats de présence, devis et conventions pour les organismes financeurs, convocations aux concours et examens... ;
- les conventions avec les établissements qui envoient des stagiaires en formation continue ;
- les conventions avec les prestataires de services qui participent aux épreuves de sélection ;
- les contrats de location de locaux pour l'organisation des épreuves de sélection ;
- les contrats de location des locaux des instituts de formation à des utilisateurs extérieurs au CHU de Saint-Etienne.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Anabelle DELPUECH**, délégation de signature est donnée à :

- **Pour le CHU de Saint-Etienne :**

- **Monsieur Thierry ZANONE**, Directeur des soins et coordonnateur des instituts de formation, à l'effet de signer les mêmes documents.
- En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Thierry ZANONE** :
  1. pour les actes de l'IFSI, IFA à :
    - **Madame Marie-Danielle CHOVET**, cadre supérieur de santé ;
    - **Madame Carole MURE**, cadre de santé.
  2. pour les actes de l'IFCS :
    - **Madame Marie-Cécile LEGAY**, cadre supérieur de santé ;
    - **Monsieur Dominique CHAUMETTE**, cadre supérieur de santé ;
    - **Monsieur Laurent GRILLET**, cadre de santé, à l'effet de signer les mêmes documents.

- **Pour le CH de Roanne :**

- **Madame Anne-Laure SFILIGOÏ**, Directrice des soins, Directrice de l'IFSI-IFAS du Centre Hospitalier de Roanne, à l'effet de signer les mêmes documents.
- En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Anne-Laure SFILIGOÏ**, la délégation consentie à l'article 3 est conférée à **Madame Pascale LACHAUX** cadre de santé supérieur adjointe au Directeur à l'IFSI-IFAS.

#### **ARTICLE 4 - DOMAINES EXCLUS DE LA DELEGATION DE SIGNATURE**

En dehors des mentions de la présente décision, sont réservés au Directeur Général les actes et correspondances engageant le CHU dans ses relations avec :

- les autorités gouvernementales, les autorités administratives et judiciaires, les membres du corps préfectoral, les élus locaux et nationaux, les autorités universitaires, les directeurs généraux des CHU et des directeurs des établissements de santé partenaires ;
- les présidents des conseil de surveillance,
- la presse écrite, audiovisuelle, internet.

#### **ARTICLE 5 – EFFET ET PUBLICITE**

Elle sera notifiée à chaque délégataire et fera l'objet d'une transmission à chaque direction fonctionnelle du CHU de Saint-Etienne et du CH de Roanne.

Elle sera portée à la connaissance des Conseils de surveillance et transmise à MM. les comptables des établissements accompagnée du modèle de signature de l'ensemble des délégataires.

Elle fera par ailleurs l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département de la Loire et sera consultable sur le site Internet des établissements. Elle sera également affichée sur les tableaux d'affichage idoines au CHU de Saint-Etienne et au CH de Roanne.

Fait à Saint-Etienne, le 06 mars 2023

**Le Directeur Général,**

**Olivier BOSSARD**

42\_DDETS\_Direction Départementale de  
l'emploi, du travail et des solidarités

42-2023-02-25-00001

Déclaration d'organisme de service à la personne  
enregistré sous le n° SAP893892612 LES  
SERVICES D'OCEANE

## Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Pôle  
Insertion professionnelle et  
Politiques de l'emploi  
Services à la Personne  
Téléphone : 04-77-43-41-14

### Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n° SAP893892612

#### et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Le Préfet de la Loire

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-015 du 7 février 2023 portant délégation de signature à Madame COL Agnès, Directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Loire,

Vu l'arrêté portant subdélégation de signature pour l'exercice de la compétence générale du 8 février 2023,

#### **Constate**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Loire le 25 février 2023 par Madame BOUNOUAR Océane, pour l'organisme LES SERVICES D'OCEANE dont l'établissement principal est situé 4 impasse Joliot Curie 42300 VILLEREST et enregistré sous le N° SAP893892612 pour les activités suivantes :

#### **Activités relevant uniquement de la déclaration :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Ces activités sont effectuées en qualité de **prestataire**.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

*Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès service instructeur du de la Loire Saint-Étienne ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification auprès du tribunal administratif de Lyon.*

*Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

Saint-Étienne, le 25 février 2023

P/Le Préfet,  
Par délégation,  
La Directrice,  
P/ La Directrice  
Par subdélégation  
La Responsable du Pôle insertion  
Professionnelle et politiques de l'emploi

**Laure FALLET**

42\_DDETS\_Direction Départementale de  
l'emploi, du travail et des solidarités

42-2023-02-27-00003

Déclaration d'un organisme de service à la  
personne enregistré sous le n°SAP920048063  
TONY SERVICES

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail et des solidarités**

Pôle  
Insertion professionnelle et  
Politiques de l'emploi  
Services à la Personne  
Téléphone : 04-77-43-41-14

**Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré  
sous le n° SAP920048063**

**et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Le Préfet de la Loire

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-015 du 7 février 2023 portant délégation de signature à Madame COL Agnès, Directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Loire,

Vu l'arrêté portant subdélégation de signature pour l'exercice de la compétence générale du 8 février 2023,

**Constate**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Loire le 27 février 2023 par Monsieur ROLLER Antony, pour l'organisme TONY SERVICES dont l'établissement principal est situé 15 rue du Pré Salvau 42160 BONSON et enregistré sous le N° SAP920048063 pour les activités suivantes :

**Activités relevant uniquement de la déclaration :**

- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Ces activités sont effectuées en qualité de **prestataire**.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

*Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès service instructeur du de la Loire Saint-Étienne ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification auprès du tribunal administratif de Lyon.*

*Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

Saint-Étienne, le 27 février 2023

P/Le Préfet,  
Par délégation,  
La Directrice,  
P/ La Directrice  
Par subdélégation  
La Responsable du Pôle insertion  
Professionnelle et politiques de l'emploi

**Laure FALLET**



42\_DDETS\_Direction Départementale de  
l'emploi, du travail et des solidarités

42-2023-02-27-00002

Déclaration de modification d'activités MOTTET  
Sylvain

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail et des solidarités**

Pôle  
Insertion professionnelle et  
Politiques de l'emploi  
Services à la Personne  
Téléphone : 04-77-43-41-14

**Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré  
sous le n° SAP921489068**

**et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Le Préfet de la Loire

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu le récépissé de déclaration d'un organisme de service à la personne délivré le 23 novembre 2022,

Vu la demande de modification de déclaration présentée le 27 février 2023 par Monsieur MOTTET Sylvain, pour l'organisme MOTTET Sylvain, demande visant à rajouter des activités en qualité de prestataire,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-015 du 7 février 2023 accordant délégation de signature à Madame Agnès COL, Directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Loire,

Vu l'arrêté portant subdélégation de signature pour l'exercice de la compétence générale du 8 février 2023,

**Constate**

**Article 1** : Les activités suivantes relèvent de la déclaration, à savoir :

**Activités relevant uniquement de la déclaration :**

- **Soins et promenade d'animaux pour personnes dépendantes**

Cette activité est effectuée en qualité de **prestataire**.

**Article 2** : Les autres dispositions restent inchangées.

Saint-Étienne, le 27 février 2023

P/La Préfète,  
Par délégation,  
Le Directeur,  
P/ Le Directeur  
Par subdélégation  
La Responsable du Pôle insertion  
Professionnelle et politiques de l'emploi

**Laure FALLET**

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la Loire (DDETS)  
11 rue Balaÿ – 42021 Saint-Etienne Cédex 1 - Standard : 04-77-43-41-80 – [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr)

42\_DDT\_Direction Départementale des  
Territoires de la Loire

42-2023-03-15-00001

AP- DT-23-0240 portant règlementation  
temporaire de la circulation routière sur la route  
nationale n°7 communes de mably, Roanne et  
Perreux.



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
des Territoires de la Loire**

**Arrêté n° DT-23-0240  
Portant réglementation temporaire de la circulation  
Sur la route nationale n°7**

**Communes de Mably, Roanne et Perreux**

**Le préfet de la Loire**

VU le Code de la Route, notamment l'article R411-18 ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets, et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - Livre 1<sup>er</sup>, 8<sup>ème</sup> partie « signalisation temporaire », approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents ;

VU le plan de gestion de trafic A77-RN7-RN82 ;

**Considérant** la nécessité d'interrompre la circulation routière de transit sur la route nationale n°7, entre le giratoire de la Demi-Lieue et l'échangeur n°67, en raison d'une manifestation sociale contre la réforme des retraites ;

**Considérant** la nécessité de garantir la sécurité des usagers et des personnels d'exploitation des gestionnaires de réseaux routiers ;

**Sur proposition** de la directrice départementale des territoires de la Loire.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La circulation de tous les véhicules en transit sur la route nationale n°7 est interdite dans les deux sens de circulation, entre le giratoire de la Demi-Lieue et l'échangeur n°67.

Cette interdiction s'applique le 15 mars 2023 entre 9h30 et 15h.

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas à la desserte locale, qui sera régulée de part et d'autre de l'évènement par les forces de l'ordre, non plus qu'aux services intervention et d'urgence (gestionnaires de voiries, forces de l'ordre, sapeurs-pompiers, SAMU).

Standard : 04 77 48 48 48

Télécopie : 04 77 21 65 83

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr)

2 rue Charles de Gaulle CS 12241 – 42022 SAINT-ÉTIENNE Cedex 1

## **ARTICLE 2**

La mesure C29 totale du plan PGT A77-RN7-RN82 sera activée à partir 9h30.

## **ARTICLE 3**

Les dispositions visées dans le présent arrêté préfectoral s'appliqueront jusqu'au retour à des conditions normales de circulation.

Les mesures visées dans les articles 1 et 2 seront levées dès que la réouverture à la circulation routière sera jugée possible par les forces de l'ordre.

## **ARTICLE 4**

La signalisation sera mise en place et maintenue opérationnelle par les services gestionnaires de voiries concernés, et sera conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

## **ARTICLE 5**

Les infractions au présent arrêté préfectoral seront constatées par procès-verbaux dressés par les forces de l'ordre.

## **ARTICLE 6**

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire,

La directrice interdépartementale des routes Centre-Est,

Le commandant du groupement départemental de la Gendarmerie Nationale de la Loire,

Le directeur de la sécurité publique de la Loire,

Le président du conseil départemental de la Loire

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée :

- au préfet de la zone de défense Sud-Est - Cellule routière zone Sud-Est ;
- à la directrice départementale des territoires de la Loire ;
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Loire.

Le 15/03/2023

Le Préfet du département de la Loire

Signé: Alexandre ROCHATTE

*Un recours contentieux peut être déposé au tribunal administratif compétent de Lyon dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire.*

*Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

42\_Préf\_Préfecture de la Loire

42-2023-03-15-00002

Arrêté NBI DDETS 42 poste MTE 6ème et 7 ème  
tranches du protocole Durafour

Affaire suivie par : Philippe PINON  
Secrétariat général commun de la Loire  
Cellule Ressources Humaines  
Tél. : 04 77 48 45 79  
Mail : [philippe.pinon@loire.gouv.fr](mailto:philippe.pinon@loire.gouv.fr)

**ARRETE**

***Bénéficiaires de la NBI au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches du protocole Durafour***

**Le préfet de la Loire**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,  
Vu le décret n° 91-1067 du 14 octobre 1991 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Espace modifié par le décret n° 95-1085 du 6 octobre 1995, par le décret n° 2000-137 du 18 février 2000 et par le décret n° 2001-1162 du 7 décembre 2001,  
Vu le décret n° 2001-1162 du 7 décembre 2001 modifiant le décret n° 91-1067 du 14 octobre 1991 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Espace,  
Vu l'arrêté n° TREK2229082A du 11 octobre 2022 modifiant l'arrêté du 18 février 2021 portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés du ministère de la transition écologique et solidaire au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour,  
Vu l'arrêté n°2023-015 du 7 février 2023 de Monsieur le préfet du département de la Loire portant délégation de signature à Madame Agnès COL, directrice départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la Loire,

## ARRÊTE

**Poste bénéficiaire de la NBI au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches du protocole Durafour**

### Catégorie A

Structure	Poste
DDETS de la Loire – Pôle insertion sociale	Chef.fe du service observation, accès et maintien dans le logement

Le 15 MARS 2023

Pour le préfet,  
et par délégation,





42\_Préf\_Préfecture de la Loire

42-2023-03-09-00005

Arrêté n°034/2023 portant autorisation de la  
33ème édition du rallye pays du Gier, du 13ème  
rallye véhicules historiques de compétition les 17  
et 18 mars 2023

**ARRÊTÉ N°034/ 2023 PORTANT AUTORISATION  
DE LA 33ème ÉDITION DU RALLYE PAYS DU GIER  
DU 13ème RALLYE VÉHICULES HISTORIQUES DE COMPÉTITION**

**LES 17 ET 18 MARS 2023**

**Le préfet de la Loire**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2215-1 ;

VU le code de la route et notamment ses articles R.411-29, R.411-30, R.411-31 et R.411-32 ;

VU le code du sport et notamment ses articles R.331-18 à R.331-34, R.431-37, A331-17 à A.331-32 et D.331-5 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles R.1336-6 à R.1336-10 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU les règles techniques de sécurité de la fédération française de sport automobile ;

VU la demande présentée le 27 janvier 2023 par M. Gérard MAURIN, président de l'association sportive automobile (ASA) de la Loire dont le siège social est situé B.P. 172, 42403 Saint-Chamond cédex, en vue d'organiser les 17 et 18 mars 2023 une épreuve automobile à participation étrangère autorisée intitulée « 33<sup>ème</sup> rallye du pays du gier, 13<sup>ème</sup> rallye de véhicules historiques de compétition » enregistrée à la fédération française de sport automobile sous le permis d'organisation n°60 en date du 11 janvier 2023 ;

VU le règlement de cette manifestation et sa conformité aux dispositions générales d'un règlement-type établi pour ce sport par la fédération intéressée ;

VU le contrat d'assurance conforme aux dispositions du code du sport relatives aux polices d'assurances ;

VU l'engagement de l'organisateur à prendre en charge les frais du service d'ordre exceptionnellement mis en œuvre à l'occasion du déroulement de l'épreuve et à assurer la réparation des dommages, dégradations de toute nature de la voie publique ou de ses dépendances imputables aux concurrents, à l'organisateur ou à leurs préposés ;

VU l'avis favorable de la Préfète de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfète du Rhône, et les avis émis par les services et autorités chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer la sécurité de l'épreuve ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2011 instaurant les périmètres de protection des barrages de la rive et de Soulage ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2018 instaurant les périmètres de protection du barrage du Couzon ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 août 1970 instaurant les périmètres de protection du barrage du Dorlay ;

VU l'arrêté du 9 janvier 2023 du président du conseil départemental de la Loire réglementant provisoirement la circulation et le stationnement pendant cette épreuve ;

Vu les arrêtés du 1er et 8 mars 2023 du président de Saint-Étienne Métropole réglementant provisoirement la circulation et le stationnement durant l'épreuve;

VU les arrêtés pris par les maires des communes concernées pour réglementer la circulation et le stationnement dans leur zone de compétence ;

VU l'évaluation des incidences Natura 2000 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-012 en date du 6 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Michel RIAUX, sous-préfet de Montbrison ;

SUR proposition du sous-préfet de Montbrison,

## **AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'association sportive automobile de la Loire représentée par son président, M. Gérard MAURIN, est autorisée à organiser, aux conditions définies par le règlement des épreuves et suivant les documents ci-annexés, les épreuves automobiles à participation étrangère autorisée intitulées « 33<sup>ème</sup> rallye du pays du gier », « 13<sup>ème</sup> rallye de véhicules historiques de compétition (VHC) du pays du gier », les 17 et 18 mars 2023.

### **ARTICLE 2 :**

Le **33<sup>ème</sup> rallye du Pays du Gier** représente un parcours de 308,40 km. Il est divisé en 2 étapes et 3 sections.

Il comporte 8 épreuves chronométrées d'une longueur totale de 158,50 km, soit :

**1<sup>ère</sup> étape** : 2 épreuves chronométrées le vendredi 17 mars 2023

ES 1 Bonzieux: 6,80 km, départ du 1<sup>er</sup> concurrent à 20 h

ES 2 Génilac : 21 km, départ du 1<sup>er</sup> concurrent à 20 h 43

**2<sup>e</sup> étape** : 6 épreuves chronométrées le samedi 18 mars 2023

ES 3 – 6 Génilac (21 x 2 = 42 km) départ du 1<sup>er</sup> concurrent à 9 h 30 puis 15 h 06

ES 4 – 7 Longes (28,10 x 2 = 56,20 km) départ du 1<sup>er</sup> concurrent à 10 h 33 puis 16 h 09

ES 5 – 8 Doizieux (16,25 x 2 = 32,5 km) départ du 1<sup>er</sup> concurrent à 11 h 26 puis 17 h 02

Standard : 04 77 96 37 37

Télécopie : 04 77 96 11 01

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr) - Courriel : [sp-montbrison@loire.gouv.fr](mailto:sp-montbrison@loire.gouv.fr)

Adresse postale : Square Honoré d'Urfé CS 80199 – 42605 MONTBRISON Cedex

2/8

Les reconnaissances auront lieu de 8 h à 20 h dans le respect du code de la route uniquement les jours suivants :  
samedi 11 mars, dimanche 12 mars et jeudi 16 mars 2023 (dans le département de la Loire).

3 passages par spéciale sont autorisés au maximum.

Le **13<sup>ème</sup> Rallye VHC** représente un parcours de 241 km. Il est divisé en 1 étape et 2 sections. Il comporte 6 épreuves spéciales d'une longueur totale de 130,70 km.

ES 3-6 Génilac (21 x 2 = 42 km)

ES 4-7 Longes (28,10 x 2 = 56,20 km)

ES 5-8 Doizieux (16,25 x 2 = 32,5 km)

**Le nombre maximal de véhicules autorisés pour ces rallyes est de 200.**

Le départ du rallye aura lieu le vendredi 17 mars 2023 à 19 h à Saint-Chamond, place de la petite enfance, l'arrivée le samedi 18 mars à 17 h 42 (1<sup>er</sup> concurrent) au même endroit.

### **ARTICLE 3 : Restrictions de la circulation et signalisation**

Les épreuves spéciales empruntant la voie publique seront réalisées sur routes fermées à la circulation conformément aux dispositions prises par l'arrêté susvisé du président du conseil départemental.

Les maires des communes concernées par la manifestation prendront, si nécessaire, un arrêté afin de réglementer la circulation et le stationnement pendant la manifestation pour les sections de routes départementales situées en agglomération et les voies communales.

Les conditions d'écoulement du trafic seront balisées, de manière apparente, par une signalisation appropriée à la charge et à la responsabilité des organisateurs.

La population devra être avisée de la manifestation et des gênes occasionnées par courriers personnels, et des affiches devront être apposées dans les communes concernées.

**ARTICLE 4 :** Dès que les voies désignées à l'article 3 auront été interdites à la circulation, l'organisateur de l'épreuve est seul habilité à réglementer leur utilisation après consultation du commandant du service d'ordre et des chefs du service de sécurité. Toutes les issues et parkings se trouvant sur ces voies devront être fermés. Des panneaux indiquant l'interdiction devront être apposés.

L'organisateur aura notamment la possibilité, sous son entière responsabilité, entre le passage de 2 spéciales, d'accompagner un véhicule de riverain afin de lui permettre de sortir de l'itinéraire de la spéciale.

Le commandant du service d'ordre sera informé immédiatement par l'organisateur de toutes indications utiles sur le déroulement de l'épreuve afin de lui permettre d'accomplir sa mission. Il reste seul compétent pour assurer le commandement des fonctionnaires intervenant sur la manifestation.

Standard : 04 77 96 37 37

Télécopie : 04 77 96 11 01

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr) - Courriel : [sp-montbrison@loire.gouv.fr](mailto:sp-montbrison@loire.gouv.fr)

Adresse postale : Square Honoré d'Urfé CS 80199 – 42605 MONTBRISON Cedex

3/8

**ARTICLE 5** : L'organisateur devra prendre toutes les mesures de sécurité jugées nécessaires pour assurer en tout point du parcours, et à tout moment, la sécurité des spectateurs, ceux-ci devant se placer dans des zones délimitées par de la rubalise de couleur verte. Les zones interdites au public seront signalées avec de la rubalise rouge et des panneaux. Les zones réservées aux spectateurs devront se trouver hors des sites Natura 2000.

L'organisateur devra mettre en place une signalisation appropriée, ainsi qu'un barriérage de toutes les voies d'accès aux itinéraires des épreuves chronométrées avec présence de commissaires de course. Ces commissaires devront être positionnés aux emplacements sensibles. Ils devront être porteurs de brassards et panneaux réglementaires. Tous les commissaires de course, les personnels sécurité/radio devront être porteurs d'un gilet haute visibilité et identifiables rapidement.

Avant le début des épreuves, l'organisateur devra s'assurer de la mise en place de ces personnels et de cette signalisation. Une attention particulière devra également être portée au cheminement des spectateurs. Un balisage sera réalisé par l'organisateur et des parkings seront prévus à cet effet.

Les mesures de sécurité devront être effectuées et conformes aux règles techniques de sécurité de la fédération française de sport automobile.

**ARTICLE 6** : Sur l'ensemble du parcours de liaison, les concurrents devront respecter **strictement** les prescriptions du code de la route, en particulier celles qui concernent la circulation à droite, les règles de priorité et les arrêtés municipaux réglementant la circulation sur le territoire des communes traversées.

Des contrôles de vitesse seront effectués. Toute infraction pourra entraîner l'exclusion du concurrent. Des contrôles inopinés pourront être effectués à l'initiative des forces de l'ordre sur les concurrents (alcoolémie, drogue,...).

**ARTICLE 7** : Sur les parcours correspondant aux épreuves de classement, les essais sont formellement interdits avant le déroulement de l'épreuve. Les reconnaissances qui peuvent être faites par les concurrents les jours précédents doivent s'effectuer en respectant strictement le code de la route et n'entraîner aucune gêne pour les riverains.

**ARTICLE 8** : Les dispositifs de jalonnement de la course ne devront ni masquer la signalisation réglementaire existante, ni entraîner de dégradations des voies publiques et de leurs dépendances et ils seront retirés dans les 24 heures, faute de quoi, leur enlèvement sera opéré aux frais des organisateurs.

**ARTICLE 9** : L'organisateur devra disposer d'un nombre suffisant de commissaires de course.

**ARTICLE 10** : L'organisateur devra s'assurer de la présence effective pendant toute la durée de l'épreuve :

- d'ambulances agréées équipées en réanimation,
- de médecins (1 médecin urgentiste, responsable au PC course, encadrant une équipe de 7 médecins dont 1 assurant la voiture balai, tous équipés de malles d'urgence),
- de dépanneuses,
- d'un téléphone relié au réseau France Télécom, au départ et à l'arrivée de chaque épreuve.

Standard : 04 77 96 37 37

Télécopie : 04 77 96 11 01

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr) - Courriel : [sp-montbrison@loire.gouv.fr](mailto:sp-montbrison@loire.gouv.fr)

Adresse postale : Square Honoré d'Urfé CS 80199 – 42605 MONTBRISON Cedex

4/8

## **APPEL ET MISE EN ŒUVRE DES SECOURS PUBLICS**

Le directeur de course est l'interlocuteur unique du CODIS 42. Il s'agit de Monsieur Thierry HERITIER.

Le 17 et 18 mars 2023, le numéro de téléphone fixe du PC de la course sera communiqué par l'organisateur à l'officier du CODIS 42 par l'intermédiaire du 18 ou 112.

### **Principe d'engagement des moyens sapeurs-pompiers :**

#### **1<sup>er</sup> CAS :**

Le directeur de course demande en renfort des moyens sapeurs pompiers auprès du CODIS 42 :

##### **Rôle du directeur de course :**

- En concertation avec l'officier du CODIS 42 décide du point d'engagement (pénétrante) des moyens sapeurs- pompiers.
- Lui seul donne l'ordre aux moyens sapeurs-pompiers sur le terrain d'intervenir sur le parcours de la course

#### **2<sup>ème</sup> CAS :**

Une demande de secours arrive directement au CODIS 42 sans passer par le directeur de course (spectateurs pris de malaise, secours à personne ou incendie etc.) dont l'accès des secours nécessite de traverser ou d'utiliser le parcours de la course.

##### **Rôle du CODIS 42 :**

Le CODIS 42 devra systématiquement informer le directeur de course de cet événement et, en concertation, décider avec lui du point d'engagement (pénétrante) des moyens sapeurs pompiers. Toutefois seul le directeur de course donne l'ordre aux sapeurs pompiers sur le terrain de traverser ou d'utiliser le parcours de la course.

Sauf ordre contraire du directeur de course, la circulation devra toujours intervenir dans le sens de la course.

En cas de besoin de désincarcérer une victime, le directeur de course mettra à disposition du COS une personne qualifiée présente sur chaque épreuve spéciale (directeur de course terrain). Cette personne sera chargée d'indiquer les zones de découpe et permettre aux intervenants de travailler en toute sécurité.

Des extincteurs en nombre suffisant pour feux d'hydrocarbures devront être répartis dans les parcs concurrents et entre les parcs départ et arrivée. Les responsables de leur mise en œuvre devront être désignés par l'organisateur.

Les commissaires de course placés aux points dangereux seront en liaison constante avec l'organisateur. Le directeur de chaque épreuve spéciale sera en liaison radio permanente avec les commissaires placés le long du parcours. Il aura à sa disposition un véhicule rapide conduit par un pilote confirmé, prêt à intervenir à tout moment. Une ambulance de secours sera stationnée au PC du rallye et assurera le relais de celle qui serait obligée d'effectuer une évacuation.

Standard : 04 77 96 37 37

Télécopie : 04 77 96 11 01

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr) - Courriel : [sp-montbrison@loire.gouv.fr](mailto:sp-montbrison@loire.gouv.fr)

Adresse postale : Square Honoré d'Urfé CS 80199 – 42605 MONTBRISON Cedex

5/8

**ARTICLE 11** : L'organisateur devra avertir individuellement tous les riverains des épreuves chronométrées du déroulement du rallye et de la durée de l'usage privatif des voies.

**ARTICLE 12** : Avant le déroulement de la manifestation, M. Gérard MAURIN, organisateur technique nommément désigné, devra procéder à une visite du parcours en vue de contrôler que toutes les mesures techniques et de sécurité prescrites après avis de la commission départementale de sécurité routière et dans le présent arrêté préfectoral, ont été prises.

L'organisateur devra produire, **avant le départ de chaque spéciale**, une attestation écrite précisant que toutes les prescriptions mentionnées dans l'autorisation ont été respectées. Cette attestation sera envoyée à l'adresse électronique suivante : pref-epreuves-sportives@loire.gouv.fr

**ARTICLE 13** : A l'issue de cette visite, ainsi que durant tout le déroulement de l'épreuve, s'il apparaît que les conditions de sécurité prévues au présent arrêté ne sont pas remplies, il appartient au responsable des forces de l'ordre de faire suspendre ou d'arrêter le déroulement de l'épreuve et d'en informer sans tarder le membre du corps préfectoral de permanence. Il en avise également le ou les maires des communes concernées, afin qu'ils usent des pouvoirs de police dont ils sont investis aux termes de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales.

Le membre du corps préfectoral de permanence, en présence d'une situation dans laquelle la santé ou la sécurité publiques sont compromises, peut, sur simple injonction verbale adressée à l'organisateur, arrêter soit provisoirement, soit de façon définitive, le déroulement de la course. L'organisateur s'engage à se conformer à cette injonction.

**ARTICLE 14** : Toutes dispositions devront être prises par l'organisateur pour laisser libres les voies de circulation permettant l'évolution normale des véhicules de secours et de lutte contre l'incendie en cas d'intervention urgente.

**ARTICLE 15** : Protection des captages d'eau :

Les activités et installations liées à l'épreuve sportive doivent respecter en permanence, sur les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée des captages d'eau potable publics ou privés concernés par cette manifestation, les dispositions suivantes :

- dans le périmètre de protection immédiate toute activité, installation, dépôt est interdit ;
- dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sont applicables les interdictions et/ou les mesures fixées par :
  - la réglementation générale relative à la protection de la ressource en eau (loi sur l'eau et textes d'application),
  - la réglementation spécifique relative à la protection des captages d'eau (code de la santé publique et arrêté(s) préfectoral(aux) et rapports géologiques portant délimitation des périmètres de protection et fixation des mesures de protection des captages).

Les spéciales ES 4-7 Longes et ES 5-8 Doizieux étant situées en périmètre de protection rapprochée et éloignée des barrages du Couzon, de la Rive et de Soulages, des bottes de paille rectangulaires solidaires les unes des autres seront mises en place pour la protection du ruisseau de Boissieux. Des commissaires de routes seront postés aux points à risques dans les périmètres de protection rapprochée. En cas d'accident ou d'incident de course susceptibles d'entraîner une altération de la qualité des eaux des barrages de la Rive et de Soulages ainsi que Couzon, l'organisateur devra impérativement contacter les agents municipaux d'astreinte pour les services de l'eau des communes concernées.

D'une manière générale, les conditions suivantes doivent être respectées :

- dans les zones de périmètres de protection rapprochés la présence de spectateurs, le stationnement de véhicules, le stockage d'hydrocarbures sont interdits,
- les véhicules de course sont équipés de réservoirs remplis de mousse éponge ou protégés par une cloison étanche et résistance,
- chaque véhicule est équipé d'un récupérateur d'huile en cas de casse de moteur,
- pour la maîtrise des risques accidentels, des systèmes amovibles de rétention des véhicules sur la chaussée sont installés pour éviter l'impact direct d'un véhicule vers le réseau hydrographique qui alimente la retenue (systèmes de type « baliroute » reliés entre eux). Ces dispositifs sont installés sur toutes les portions de route qui traversent le périmètre rapproché sur 50 m de part et d'autre du cours d'eau traversé ou longé.
- Pour la maîtrise des pollutions éventuelles, des moyens anti-pollution sont prévus pour récupérer un éventuel épandage d'hydrocarbures sur la chaussée et des moyens pour éteindre un incendie de véhicule sans usage de produits chimiques. Toute possibilité de réparation dans le périmètre de protection rapproché devra être interdite
- Pour les spectateurs, il convient de prévoir des toilettes type « manifestation événementielle » en nombre suffisant dans les zones d'accueil du public.

Prévention des nuisances sonores :

Toutes les dispositions devront être prises par les organisateurs de la manifestation pour réduire le risque d'atteinte à la tranquillité du voisinage, en prenant les précautions appropriées pour limiter autant que possible les expositions sonores (en intensité acoustique et en durée d'exposition), entre autres en s'assurant de l'absence de tout comportement anormalement bruyant durant l'épreuve.

La totalité des hauts-parleurs ne devra apporter aucune gêne aux riverains. Les organisateurs devront disposer des équipements nécessaires pour pouvoir effectuer le contrôle des émissions sonores des véhicules et pour, le cas échéant, interdire l'accès aux parcours des véhicules dont le bruit dépasserait les normes fixées par les fédérations sportives délégataires, en application des articles L.131-14 et suivants du code du Sport.

Les émissions sonores, l'utilisation des structures et les activités annexes doivent respecter en permanence, sur les propriétés habitées de tiers riverains des parcours, les valeurs maximales d'émergence admises par la réglementation relative aux bruits de voisinage (article R.1336-7 du code de la santé publique) qui sera appliquée sans que les conditions d'exercice fixées par le présent arrêté puissent y faire obstacle.

**Après le déroulement de la manifestation, tous les déchets laissés sur place par l'organisateur, les spectateurs et les concurrents seront récupérés et éliminés par l'organisateur, conformément à la réglementation en vigueur.**

Standard : 04 77 96 37 37

Télécopie : 04 77 96 11 01

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr) - Courriel : [sp-montbrison@loire.gouv.fr](mailto:sp-montbrison@loire.gouv.fr)

Adresse postale : Square Honoré d'Urfé CS 80199 – 42605 MONTBRISON Cedex

7/8



**ARTICLE 16** : L'organisateur demeure responsable de tous les accidents de quelque nature qu'ils soient et de tous dommages causés au domaine public et aux tiers résultant tant du fait de la manifestation que de ses conséquences.

Il aura à sa charge les indemnités qui pourraient être réclamées, de ce fait, le cas échéant à juste titre, sans qu'il ne puisse exercer aucun recours contre l'Etat, le département et les communes, dont la responsabilité est entièrement dégagée. Il aura également à supporter la dépense de la remise en état des dégradations qui pourraient être causées. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 17** : Le sous-préfet de Montbrison est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

**ARTICLE 18** : Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Mme. la Préfète de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfète du Rhône
- M. le président de la communauté urbaine de Saint-Etienne Métropole
- M. le président du conseil départemental (pôle aménagement et développement durable)
- MM. les représentants des conseillers départementaux à la CDSR
- MM. les représentants des élus communaux à la CDSR
- Mmes les maires de Chagnon et Chuyer
- MM. les maires de Cellieu, Châteauneuf, Doizieux, Genilac, La Chapelle-Villars, La Grand Croix, La Valla-en-Gier, L'Horme, Lorette, Pavezin, Pélussin, Rive-de-Gier, Saint-Chamond, Sainte-Croix-en-Jarez, Saint-Etienne, Saint-Jean-Bonnefonds, Saint- Joseph, Saint-Romain-en-Jarez et Valfleury
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Loire, (EDSR)
- M. le commandant de la CRS autoroutière auvergne Rhône-Alpes
- M. le délégué départemental de l'agence régionale de santé
- Mme. la directrice départementale des territoires
- M. le directeur des services de l'éducation nationale de la Loire -service départemental de la jeunesse, de l'engagement et des sports
- M. le directeur départemental des services d' incendie et de secours
- M. le directeur du samu 42
- Mme la directrice du parc naturel régional du pilat
- M. Daniel BERTHON, délégué de la Fédération Française du Sport Automobile
- M. André LIOGIER, délégué de la Fédération Française de Motocyclisme
- M. Yves GOUJON, Automobile Club du Forez
- M. Gérard MAURIN, président de l'A.S.A. Loire,

Pour exécution chacun en ce qui le concerne.

Montbrison, le 9 mars 2023  
Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,

signé Jean-Michel RIAUX